

CLAUDE LEFORT

Renaissance de la démocratie?

Longtemps les régimes communistes parurent immuables. Ceux, nombreux — si nombreux, faut-il le rappeler ? — qui ne voulaient rien connaître de la cruelle oppression qu'ils recélaient crurent voir s'imposer le modèle d'une société planifiée, organisée, harmonieuse, se dégageant du vieux monde capitaliste condamné à la ruine. Assurément la réalité demeurait en retrait sur l'idéal. L'Histoire accouchait lentement du communisme, mais sûrement. L'image peu à peu se dégrada jusqu'à susciter la répulsion. On découvrit un pouvoir tout occupé à étendre sa puissance, des peuples asservis et ravagés sous l'effet d'une domination sans frein, ou bien durement matés sitôt qu'ils se redressaient. Il y eut l'insurrection de Berlin-Est en 1953, vite écrasée, qui ne troubla guère les esprits, il est vrai ; puis l'invasion de la Hongrie, le rétablissement de l'ordre en Pologne en 1956, l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Il y eut l'échec des réformes de Krouchtchev, mais aussi les révélations de son fameux rapport sur la terreur de l'ère stalinienne et son inventaire des vices de la bureaucratie. Enfin, et surtout, le témoignage des rescapés des camps et des dissidents bouleversa l'opinion. Pourtant, devenu maléfique, le modèle ne fut pas moins fascinant. Le totalitarisme, disait-on, était indéradicable, parce qu'il concentrait tous les maux de la politique, parce que la puissance de l'Etat atteignait en lui son dernier degré. L'argument pervers de Zinoviev enchantait nombre de ses lecteurs, ici même, et leur fit oublier Soljenitsyne. Les Soviétiques s'étaient appropriés le cynisme de leurs dirigeants ; ils ignoraient la notion de loi et, dans la misère même rivalisaient dans l'art de la débrouillardise : ils aimaient la corruption ; ils aimaient leur régime. Le système s'avérait parfaitement verrouillé par le haut et par le bas. Quant à l'Europe de l'Est, on la savait rivée à la Russie. Les efforts héroïques de Solidarnosc ne

pouvaient manquer de se heurter à un pouvoir capable de ne rien concéder. En Hongrie, l'allégement des contraintes économiques, la tolérance pour l'initiative privée avaient suscité avec le progrès de la consommation le déchaînement de l'individualisme ; la dépolitisation de la société allait de pair avec le maintien du monopole du Parti. Bref, le réalisme imposait sa conclusion : l'Europe était partagée à jamais ; le pouvoir soviétique avait la maîtrise de son empire ; et lui-même se montrait inébranlable. Du côté de l'Occident, il ne restait aux intellectuels qu'à condamner les violations des Droits de l'homme à l'Est, et aux politiques qu'à spéculer sur les vertus du commerce, sur la modération que pouvait inspirer aux dirigeants du Kremlin les besoins de leur économie.

Or voilà les régimes communistes pris dans la tourmente. Et d'où vient-elle, cette tourmente ? De la patrie du socialisme. Ce qu'on se refusait à imaginer se produit à un rythme de plus en plus précipité. Les dirigeants polonais battent en retraite devant la poussée des réformateurs ; Solidarnosc impose sa formule de Gouvernement. En Hongrie, le Parti communiste abdique ; il renie son idéologie ; la Démocratie populaire se change en République. Le bastion de la RDA se fissure ; le parti le plus arrogant fait état de son trouble, son chef démissionne, tandis que des manifestants par dizaines puis par centaines de milliers, clament leur demande de liberté. Il est douteux que la Tchécoslovaquie résiste longtemps à la secousse qui se propage d'un pays à l'autre.

Le totalitarisme se décompose peu à peu. Nous ne sommes pas témoins d'une révolution, au sens strict du terme : nulle part du moins jusqu'à ce jour un soulèvement de masse, un affrontement direct entre le pouvoir établi et des insurgés, une explosion semblable à celle que connut Budapest. Simplement, le souffle de l'Histoire passe. N'y a-t-il pas quelque danger qu'on s'accoutume ici aux événements, si extraordinaires soient-ils ; qu'on perde la faculté de l'étonnement ; qu'au lieu de prendre la mesure de la mutation qui s'opère sous nos yeux, les dirigeants occidentaux calculent avec parcimonie les crédits que requiert le succès d'une politique démocratique à l'Est ? On entend dire par exemple que le Gouvernement polonais ou le Gouvernement hongrois doit faire preuve de son efficacité avant qu'on ne lui accorde toute l'aide qu'il souhaite. Mais la première preuve qu'il doit donner est celle que la population attend. Renversons l'adage : elle ne se nourrit pas que d'espoir. Les institutions démocratiques n'ont chance de devenir pleinement

légitimes qu'à la condition de modifier l'état social, de satisfaire de quelque manière à des besoins élémentaires. Cependant, ce n'est pas seulement ici, c'est là-bas que se manifestent des signes d'accoutumance. Je n'évoque pas le scepticisme d'une fraction de la population qui risque de se lasser d'une liberté de parole dont les effets ne changent rien à la misère. Parmi ceux-là même qui disposent de cette liberté, à en croire des témoignages en provenance de l'Union soviétique, il en est qui semblent faire peu de cas des changements en cours. Cette impression, je l'ai ressentie personnellement, en entendant des intellectuels soviétiques parler de la *perestroïka* devant un large public à Genève. A travers leurs propos, on devinait la turbulence d'une population il n'y a pas longtemps encore paralysée par la peur ; l'agitation des esprits, non seulement dans l'intelligentsia, mais dans les milieux les plus divers ; les effets de la diffusion des informations que colportent non seulement la grande presse et la télévision, mais cent petits journaux vendus à la criée à Moscou et une profusion de tracts ; enfin la débâcle de l'idéologie communiste. Mais ces hommes — à l'exception d'un député letton euphorique et résolu — s'exprimaient d'un ton froid ou désabusé ou désinvolte. Leur méfiance à l'égard de la politique de Gorbatchev était peut-être justifiée. Mais l'on ne pouvait manquer de trouver inquiétante la distance qu'ils affichaient vis-à-vis des réformes. Ils se plaignaient de ne jouir que de « libertés octroyées », comme si leur propre discours ne témoignait pas d'une indépendance à l'égard des autorités et d'une sécurité toute nouvelle. Ils ne disaient rien du chemin parcouru ces toutes dernières années. Les écoutant, je pensais à Nadja, Mandelstam, à Koutnetzov, à Soljenitsyne, à bien d'autres, à des récits accablants qu'autrefois j'avais lus la gorge nouée. Etrange spectacle à la fois rassurant et troublant. Ces libertés octroyées, ajoutaient-ils, n'étaient-elles pas à la merci d'un geste du nouveau maître qui décréterait leur suppression... Nul ne peut exclure l'hypothèse mais ces hommes libres ne trahissaient-ils pas encore l'empreinte du fantasma totalitaire pour imaginer qu'un pouvoir puisse donner et reprendre la liberté à sa guise ? Il a suffi à Gorbatchev de lever une censure pour que le débat soit possible, soit ! Mais les hommes se sont emparés de la parole. Croit-on qu'on puisse la rationner comme on rationne la pomme de terre ? Tout récemment, l'on apprenait que Gorbatchev avait sévèrement tancé les journalistes et demandé à l'un d'entre eux sa démission. Si je ne me trompe, jusqu'à ce jour, celui-ci n'a pas obtempéré. Le fait est éloquent. Ne se souvient-on pas de ce que fut le temps du mutisme et de la peur ?

Des soviétologues jugent que depuis longtemps déjà l'Etat soviétique n'était plus un Etat totalitaire. Observer ce qui se passe en se référant à l'ère stalinienne serait donc privé de sens. Le régime glisserait seulement d'un mode de gestion bureaucratique à un autre, l'excès d'autoritarisme s'étant révélé incompatible avec les exigences de la production. Ainsi, après avoir été largement dénié à l'époque où Staline régnait, le totalitarisme se voit identifié *post-mortem*. Une autre thèse a toujours des partisans : le totalitarisme serait un concept dépourvu de toute pertinence scientifique. On se tromperait donc plus encore à parler de sa décomposition. Sur quels arguments s'étaye cette critique théorique ? En bref : la société n'a jamais été homogène ; elle fut sous Staline déjà le théâtre de multiples conflits ; la sphère dirigeante connut elle-même des dissensions ; loin de régner au-dessus de tous, le Guide suprême se maintint par un art consommé de la manœuvre et par la ruse. Cependant, s'arrêter à ce constat, c'est se condamner à confondre le principe et le fait. Encore ces termes ne sont-ils pas satisfaisants, car le principe s'inscrit dans la réalité. Par principe, j'entends les idées génératrices de la constitution du social. Or, nul doute à mes yeux, que la société soit conçue comme société sans division interne, tout signe de division étant imputé soit à l'action de puissances étrangères, soit à la subsistance d'éléments de l'ancien régime, les supposés Koulaks ou les bourgeois, soit aux deux à la fois. Qu'en réalité la société ne soit pas homogène, qu'il y ait en elle des intérêts divers, qui non seulement opposent la bureaucratie et la masse, mais se repèrent encore au sein de la bureaucratie même et dans toute l'étendue de la population — et davantage : des aspirations fondées sur des traditions locales et ethniques, tout un étagement de différences — cela ne peut échapper à l'analyste qui n'est pas aveuglé par l'idéologie. Il n'en reste pas moins vrai que ces divisions, cette hétérogénéité ne sont pas *reconnues* et que les conflits qu'elles suscitent nécessairement ne peuvent s'exprimer qu'indirectement et que déboucher dans la sphère dirigeante au prix de distorsions successives et considérables, après avoir été filtrées par les dépendants des tyranneaux du Parti, lesquels forment eux-mêmes la clientèle de tel ou tel Grand du régime. Est-ce se référer à l'idéologie que de parler du principe de la constitution du social ? On peut répondre affirmativement, mais à condition d'admettre que l'idéologie ne se confond pas avec la propagande qui se nourrit du marxisme, quoique celui-ci ne soit pas exploité par hasard. Il n'est pas d'espace public dans la société totalitaire ; il ne peut y en avoir dès lors que la liberté de parole est étouffée, que le conflit se voit dénié. Mais le

discours officiel ne le rejette pas. Simplement, le pouvoir en fait son domaine privé. La liberté de parole n'est pas récusée, chacun a le droit et le devoir de parler, il est même incité bruyamment à la critique et à l'autocritique. Simplement, le droit et le devoir sont de parler « vrai », e'est-à-dire conformément au désir des gouvernants, à leur énoncé du vrai en un certain moment. Le discours officiel ne profère pas que la loi est une fiction inventée par la bourgeoisie. Simplement, la loi se trouve détournée par le pouvoir, de sorte que les lois positives n'ont pas de valeur en elles-mêmes et que les magistrats les exploitent ou les violent selon les instructions qu'ils reçoivent ou l'idée qu'ils se font des intentions du sommet. Le concept de totalitarisme désigne bien ce double phénomène : une société sans division, un pouvoir qui condense la puissance, le savoir et la loi fondatrice de l'ordre social. Il acquiert sa pertinence dernière, quand on observe que tout le système repose sur une logique de l'identification : point d'écart concevable entre le peuple, le Parti, le Bureau politique et l'Égocrate ; ils ne font qu'un spirituellement, si j'ose avancer l'expression.

Pour qu'un tel système s'établisse, il faut, on le sait, une mobilisation des masses, il faut une foi collective assez largement répandue en des fins communes et il faut aussi la terreur. Mais le reflux de la croyance, le désenchantement à l'épreuve de la réalité (dont il me paraît inutile d'énumérer les raisons), la coercition sans la terreur ne signifient nullement la fin du totalitarisme. Quand la matrice est en place, Brejnev exerce le même type de pouvoir que ses prédécesseurs par d'autres méthodes. D'une façon générale, on ne peut donner la définition d'un concept politique, économique ou sociologique (monarchie, despotisme, démocratie, totalitarisme ou féodalité, capitalisme, ou noblesse, bourgeoisie, bureaucratie...) sans prendre en compte des données de l'Histoire. Leur signification se modifie dans le temps.

Ce qui paraît dérisoire, c'est la tentative d'assimiler le modèle totalitaire ou sa dernière version à celui d'une dictature militaro-bureaucratique. A la différence de toutes sortes de dictatures qui se présentent comme légitimes dans des circonstances particulières, prétendent sauver la patrie, s'ouvrent même une carrière indéfinie, le pouvoir totalitaire s'arroge une légitimité absolue et instaure un ordre qui se veut *irréversible*. Il installe une société dans des horizons indépassables. Le possible est exclu. Une voix d'en haut, aux accents lyriques dans les premiers temps, annonce : voici le monde nouveau, l'homme nouveau ; plus tard, la voix profère : quoi que tu désires, tu n'en sortiras pas.

Tous les doutes sur l'avenir nous assaillent. Quelles sont les limites du pouvoir de Gorbatchev ? Quelles sont ses intentions ? Jusqu'à quel point est-il prêt à s'avancer dans la voie des réformes ? Peut-être ces questions, que nous ne pouvons éviter de ressasser à l'examen des événements sont-elles d'ailleurs sans réponse. Peut-être Gorbatchev lui-même ne détient-il pas la réponse. Il semble de la race des politiques qui savent avec quoi il faut rompre, mais une fois l'aventure commencée, composent avec la Fortune. Pour lui, de toute manière, l'impératif du mouvement et celui de la conservation du pouvoir ne peuvent se disjoindre. Voilà qui éclaire sa démarche oscillante et annonce beaucoup de péripéties. Mais, quelle que soit l'interprétation qu'on fasse de sa politique, du moins faut-il reconnaître ce qu'il y a d'inouï dans son action : il a brisé l'image de l'irréversible.

Il est un autre phénomène extraordinaire qui mérite d'être interrogé, dont on découvre qu'il est indissociable de la décomposition du totalitarisme : le réveil des aspirations démocratiques. On l'a observé, il est vrai, depuis des années, en Amérique latine, dans des pays depuis longtemps soumis à une dictature militaire soutenue par la technocratie. Un même langage s'est fait entendre à Buenos Aires, São Paulo ou Santiago et à Budapest et Varsovie. La formule clé est ici et là celle de la « transition démocratique ». Mais il ne s'agit pas d'une simple coïncidence. L'idéologie marxiste qui mobilisait autrefois les groupes d'opposition en Argentine, au Brésil et au Chili s'est désagrégée, tandis que le modèle soviétique, puis le modèle chinois, perdaient leur force d'attraction. La prise de conscience du fait totalitaire a suscité la conviction que la lutte contre la dictature passait par la défense des Droits de l'homme.

Paradoxalement, ce qu'il faut bien appeler la *renaissance de la démocratie* ne trouble guère les esprits ici même où l'on jouit des libertés civiles et politiques. Sans doute les hommes politiques se déclarent-ils tous démocrates, de Le Pen à Marchais. Mais ce consensus n'instruit guère et n'incite pas à concevoir les vertus d'un régime qui semblent pourtant si précieuses à ceux qui n'ont connu que les vices du pouvoir totalitaire ou de la dictature. Il y a un singulier contraste entre la sympathie témoignée aux opposants de l'Est ou aux courants réformateurs et la réserve qu'inspire leur attrait pour les sociétés occidentales. Ce contraste m'a paru particulièrement sensible à l'occasion de la fuite de dizaines de milliers d'Allemands de l'Est en direction de la RFA. Dans un hommage à Vaclav Havel,

dont des extraits furent publiés par *Le Monde* (13 octobre 1989), Glucksman observe très justement que cet exode n'est pas provoqué par la misère et fait sienne la formule : « Les réfugiés votent avec leurs pieds. » Son jugement est pour une part convaincant : « Tous les individus et peuples accomplissent le choix le plus difficile, celui du risque. Ils ignorent ce que réserve l'avenir proche et lointain. Ils n'embarquent pas pour Cythère, ils ne croient plus au paradis même libéral. » Mais Glucksman croit bon d'ajouter : « Ils sont motivés par la seule considération de ce qu'ils fuient. S'ils entrent dans notre histoire, s'ils viennent nous rejoindre, c'est en quelque sorte à reculons (...). » *A reculons*, l'image est-elle bonne ? Assurément, se libérer du totalitarisme, comme le dit Glucksman, c'est refuser le mensonge ou comme le dit Havel, c'est ne pas vouloir « mourir idiot ». Mais n'est-ce pas davantage ? Glucksman déclare encore, commentant Havel : « Sortir du communisme, c'est rentrer dans l'histoire et non sauter d'un système à l'autre. On ne commence jamais à sortir du communisme, peut-être n'en finit-on jamais. » Je laisse de côté la seconde proposition pour le moins ténébreuse. Mais à m'en tenir à la première, je me demande ce qui est désigné par « système ». Le fait est que Glucksman s'abstient de nommer la démocratie. Quel étrange silence quand le mot est partout clamé. Or, s'il est vrai — ce que j'ai moi-même écrit depuis longtemps — que le régime communiste, sous le couvert de l'édification d'un monde nouveau, d'un homme nouveau, a opéré une clôture de l'histoire, dénié que quoi que ce soit pût advenir qui mît en question le dogme du parti, il me semble non moins sûr que la démocratie est ce régime qui, accueillant le conflit, le débat politique et social, fait place au possible, au nouveau, sur tous les registres, et s'expose à l'inconnu ; bref, qu'elle est essentiellement *société historique*. Je n'aurais pas employé le terme de renaissance, si je ne pensais que la démocratie avait surgi en un certain temps, qu'elle s'était conquise dans la rupture avec un monde ordonné, hiérarchisé, assujetti à des principes supposés naturels et que, ceux qui à présent tentent de s'affranchir du totalitarisme s'adonnent à nouveau à un travail de création. Les sociétés occidentales ne se résument pas à l'établissement d'un espace neutre dans les frontières duquel les individus trouveraient la chance de respirer et de ne pas mourir idiots ; elles se distinguent par leurs institutions et notamment leur système de représentation. Dans ces sociétés les libertés individuelles s'éteindraient bientôt, comme l'observait déjà Tocqueville, si les libertés politiques faisaient défaut, si le suffrage universel et la publicité du débat politique se trouvaient abolis.

Les aspirations démocratiques dans les pays de l'Est étonneraient moins si l'on réexaminait les origines du totalitarisme. Je n'identifie pas le nazisme ou le fascisme et le communisme. Outre qu'ils se fondent sur des principes inconciliables, c'est un fait que l'un des ressorts de la propagande nazie ou fasciste a été l'anti-communisme et qu'à partir des années 30 l'un des ressorts de la propagande communiste fut l'anti-fascisme. Mais l'antagonisme ne nous fait pas oublier que dans ces deux versions le pouvoir totalitaire eut pour cible le régime démocratique, un type de constitution et un mode d'existence. Fascisme et communisme ont participé d'une même contre-révolution, ils ont entrepris de renverser le cours de la « révolution démocratique ». La caractérisation du nazisme comme agent du Grand Capital ne vaut même plus la peine d'être réfutée. Du moins peut-on dire qu'elle sert utilement à dissimuler aux yeux d'innombrables militants de Gauche la relation que ce mouvement entretenait avec son rival et son projet politique, c'est-à-dire la tentative d'assujettir toutes les activités sociales à des normes communes et de créer un pouvoir capable d'incarner le peuple-un. La cible de Hitler, c'est l'anarchie démocratique et plus profondément l'hétérogénéité « monstrueuse » d'un monde dont il fera du Juif à la fois le symbole et l'agent maléfique. Que serait-il resté de la science marxiste, si les communistes n'avaient assigné aux nazis la fonction de sauver le capitalisme ? Comment auraient-ils encore justifié leur adhésion au pouvoir de Staline, s'ils avaient pris la mesure de la transformation qui en Allemagne s'opérait simultanément dans la structure du pouvoir et la structure sociale ? Qui considère d'autre part la manière dont s'est implanté le totalitarisme en Union soviétique devrait convenir que celui-ci s'est ébauché bien avant que le mode de propriété ne devînt entièrement modifié et que la bureaucratie s'épanouît grâce aux ressources qu'elle pût tirer de la gestion de l'économie. Lénine voulait sans doute instaurer le socialisme. Mais cela ne l'empêcha pas d'être fasciné par le modèle de l'industrie allemande, ni de passer compromis avec le système du marché quand il le jugea nécessaire. En revanche, il ne toléra pas l'idée d'un débat public, d'un droit de la majorité à décider ; il détruisit les institutions représentatives, non seulement le Parlement, mais les Soviets ; il ne souffrit pas l'image des divisions sociales, celle d'organes, quels qu'ils soient, ou de foyers de pensée qui fissent preuve d'indépendance. La société, il la voulait tout ordonnée. Les intellectuels, en général, tous ceux qui revendiquaient une liberté de parole, il les traitait comme des démagogues et des parasites. Comme on le sait, ce fut lui qui créa le

premier des camps en Russie pour y enfermer les éléments suspects.

Que la renaissance de la démocratie s'effectue dans le même temps que la décomposition du totalitarisme ne devrait donc pas surprendre. Ce qui étonne, c'est que quelques-uns des intellectuels les plus lucides, qui surent prendre la mesure du nazisme ou du stalinisme à leur naissance, ne trouvèrent dans les événements aucun motif d'une réflexion sur l'essence du régime qui suscitait la haine des nouveaux maîtres de l'Allemagne et de la Russie et qui seul offrait les chances de vivre libre. On chercherait en vain cette réflexion chez Souvarine ou chez Simone Weil, par exemple, ou bien chez Adorno, Horkheimer ou Hannah Arendt. Ils cherchèrent bien plus tôt à détecter dans les sociétés occidentales les prolégomènes du totalitarisme. Or cette disposition subsiste toujours.

Les questions qui passent pour seules fondamentales ne portent pas sur le caractère de nos sociétés politiques, sur leur capacité de se maintenir en faisant place au changement social, économique et technique ou au changement des mœurs. Elles portent sur la *modernité*, plus particulièrement sur la « crise de notre temps » jugée révélatrice de la modernité, voire révélatrice de la rupture qui s'opère avec la modernité — ce qu'on appelle parfois l'entrée dans la post-modernité. Cela, comme si, précisément, l'antagonisme entre démocratie et totalitarisme n'était que secondaire en regard des grandes tendances de l'Histoire. Ces questions qui passent pour seules fondamentales concernent le capitalisme (quoique le terme ne soit plus guère employé en raison du déclin du marxisme), la puissance de la technique, l'essor de l'Etat-providence, la culture de masse et l'individualisme. Que de telles questions ne soient pas étrangères à celle de la démocratie ne fait pas de doute, mais, telles qu'elles sont formulées, elles en font le plus souvent perdre la trace, ou, dans le meilleur des cas, elles rendent celle-ci méconnaissable.

Il y a certes un moyen de récuser le paradoxe dont nous parlons. Certains jugent que, sous le couvert d'une recherche de la démocratie ceux qui tentent de réformer le régime totalitaire ou de s'en évader sont en quête d'une rationalisation de l'économie, d'une appropriation des ressources de la technique, d'une gestion efficace d'un Etat démantelé par la pratique de la bureaucratie ; ou bien encore qu'ils n'ont d'autre souci que le libre accès à l'entreprise et à la jouissance des biens de consommation, dont bénéficie le grand nombre en Occident. Cette interprétation est toutefois impuissante à nous faire comprendre pourquoi Gorbatchev se trouve dans l'obligation de recourir au « mythe » de la démocratisation ; pourquoi il lui faut mobiliser l'intelligentsia ; pourquoi encore il a dû créer un forum

dont les débats publics ont enflammé l'imagination de dizaines de millions de citoyens (auxquels on assénait auparavant les dogmes du marxisme-léninisme) ; pourquoi, enfin, il s'est appliqué à disjoindre le pouvoir de l'Etat et celui du Parti — dont l'unité était requise par le système —, pourquoi donc cette « comédie » lui était-elle nécessaire s'il ne s'agissait que de restaurer la gestion rationnelle de l'économie, de la technique et de l'administration publique. A supposer que la *Glasnost*, la publicité de la parole ne soient que le moyen de la modernisation, encore faudrait-il interroger ce détour obligé par la réforme politique. Une telle interprétation n'est pas moins vaine si l'on considère la vigueur des revendications en faveur du pluralisme politique, la demande faite aux gouvernants de rendre compte des exactions commises dans le passé au nom du communisme, la volonté de réhabiliter les victimes de la terreur, celle de faire droit à la mémoire. En outre, n'est-il pas vrai que la recherche de la démocratie est par nature liée au désir d'une amélioration des conditions matérielles d'existence ; que ce désir n'oblitére en rien la valeur des libertés politiques. Comment soustrairait-on à la démocratie la question sociale et donc celle de l'organisation économique, sinon à rejoindre le libéralisme le plus réactionnaire ?

Au demeurant, ne simplifions pas : le régime sous lequel nous vivons n'exerce pas un attrait sans réserve en Russie. Je ne parle pas de l'hostilité que lui portent les conservateurs du Parti, mais de celle d'opposants que nous admirons. Nous savions déjà que des dissidents faisaient état de leur déception, voire d'une certaine répugnance devant une civilisation où tout est indifféremment admis et donc rien n'est vraiment respecté et respectable. Certains d'entre eux qui ont pu fuir ou bénéficier de l'exil sont soucieux de vivre ensemble, de s'abstraire autant qu'ils le peuvent du milieu dans lequel le hasard les a placés et de se défendre contre ce qu'ils ressentent comme une atteinte à leur intégrité, au point de refuser d'apprendre la langue du pays d'accueil. Ils ne doutent pas de ce qu'ils ont rejeté mais sentent ce qu'ils ont perdu. Ce qu'ils ont perdu, outre leur patrie qu'ils ne confondent pas avec le régime qui l'asservissait, c'est une certaine qualité du lien social — une religiosité qui était souvent, mais non pas toujours, nourrie d'une croyance en Dieu et qui s'exprimait dans leur sens de la communauté. Cette communauté n'était pas visible mais elle avait une existence virtuelle : celle des persécutés, celle des résistants, fussent-ils réduits à l'impuissance, et, plus largement, celle des hommes et des femmes porteurs d'une mémoire, qui n'était pas tant la mémoire d'événements particuliers que celle d'une culture, d'une sensibilité aux choses, aux autres, au temps,

celle des mœurs que le règne du dogmatisme, de la brutalité, du cynisme, du mensonge, s'acharnait à ensevelir. Pour eux, avant l'exil, il y avait un partage possible des pensées, des souvenirs, des saveurs de la vie, des goûts interdits... Mais un autre motif contribuait à entretenir cette religiosité. Les persécutés ou les résistants silencieux pouvaient bien vouloir, dans leur patrie, se retrancher, sinon en fait, du moins en pensée, d'une société pervertie par la méfiance réciproque, la délation, le mensonge et la corruption, ils se sentaient immergés dans un peuple qui souffrait quotidiennement de la misère. Les vices de ceux qui subissent ne sont pas les mêmes que les vices de ceux qui dominent, même s'ils leur ressemblent et finalement les appuient. La misère n'a pas pour seul effet de faire de chacun un étranger pour l'autre ; contradictoirement, elle se fait signe du sort commun.

En réponse aux aspirations qui se font jour à l'Est et aux résistances qu'elles provoquent, sommes-nous condamnés à nous replier sur une position étreinte, à nous suffire de la notion de « libertés négatives » telle que l'entendait Isaiah Berlin ? La tâche n'est-elle pas de concevoir la démocratie comme une forme de société politique, un régime dans lequel nous faisons une expérience de notre humanité, délivrés des mythes qui dissimulaient la complication de l'Histoire ? Ce régime, comme tout autre, se caractérise par une constitution et un mode de vie. Encore ne faut-il pas prendre le terme de constitution dans une acception purement juridique ni traiter du mode de vie comme d'un simple fait. La démocratie ne se laisse pas réduire à un ensemble d'institutions et de règles de conduite dont on pourrait donner une définition positive par le moyen d'une comparaison avec d'autres régimes connus. Elle requiert l'adhésion des hommes. Et cette adhésion ne se formule pas nécessairement en termes strictement politiques. Nulle obligation n'est faite à qui exerce quelque responsabilité publique de prêter serment de fidélité à la constitution. Il se peut, par exemple, que chez tel ou tel le mépris affiché pour les élections, pour les décisions d'une majorité, pour la démagogie des partis, s'allie avec un désir d'indépendance, une liberté de pensée et de parole, une sensibilité à autrui, une investigation de soi, une curiosité pour des cultures étrangères ou disparues, qui portent la marque de l'esprit démocratique.

Reportons-nous, pour apprécier les limites d'une interprétation sociologique aux leçons de Raymond Aron, publiées sous le titre *Démocratie et totalitarisme* (Gallimard, « Idées », 1965). L'auteur

définit la démocratie comme le régime constitutionnel-pluraliste et le totalitarisme comme le régime du parti monopolistique. Il entend montrer que la démocratie se distingue par la volonté d'accepter la compétition et de l'organiser en la soumettant à des règles. En vain, voudrait-on ériger la liberté à son principe car ce serait choisir entre des conceptions philosophiques dont chacune est discutable. Le mérite de la démocratie est de s'adapter à une société différenciée et conflictuelle et d'aménager les conditions d'une concurrence pacifique entre les groupes prétendant à l'exercice du pouvoir et, par voie de conséquence les conditions d'un règlement pacifique des conflits au sein de la société. Que la démocratie soit imparfaite, qu'elle comprenne des oligarchies, se prête à la démagogie des partis, qu'elle soit exposée à la double menace de l'anarchie et de la tyrannie, Aron s'attache à le souligner, mais juge qu'il s'agit là d'imperfections de fait. En revanche, l'imperfection du pouvoir totalitaire lui paraît essentielle, puisqu'en revendiquant la notion d'une société homogène, il se prive de justifier sa propre existence et qu'en admettant qu'elle ne l'est pas encore il ne peut se présenter que d'une façon mensongère comme l'expression du peuple entier. Or, cette manière de définir la démocratie et le totalitarisme n'incite-t-elle pas à dissoudre leur antagonisme dans l'élément du juridico-politique ? L'appréciation de leurs imperfections ne fait-elle pas conclure que les deux régimes sont les variantes d'une même société, la société industrielle ? De fait, selon Aron, la supériorité de la démocratie s'éclaire à observer qu'elle traduit au mieux au registre de la superstructure les caractéristiques de l'infrastructure. Ainsi ce penseur si lucide, si tôt attentif à la mystification de l'Etat socialiste, en vient à déclarer dans ses conclusions : « Les sociétés qui se croient ennemies, c'est-à-dire les sociétés soviétiques et les sociétés occidentales (remarquons que les mots de démocratie et de totalitarisme sont évités. C. L.) sont moins différentes les unes des autres dans la mesure où elles sont industriellement développées qu'elles ne diffèrent toutes deux des sociétés qui entrent dans la carrière industrielle. » Un peu plus tôt il déclarait : « Je ne pense pas que l'opposition des deux sortes de régime soit celle de deux idées fondamentalement autres. » Et un peu plus tard, évoquant la variété des sociétés modernes, il précise : « Bornons-nous à constater que dans cette diversité les conflits idéologiques sont partiellement des conflits de mythes et que les mythes peuvent résister longtemps à la leçon des faits. » Néanmoins l'observation des constantes de la société industrielle ne suffit pas. Pour rendre compte de l'avènement d'une société compétitive, Aron doit recourir à un argument qu'il ne formule qu'une

fois, comme au passage, dans sa conclusion : « La compétition est inévitable parce qu'il n'y a plus de gouvernants désignés par Dieu ou par la tradition. » Mais s'agit-il là d'un simple constat ? Le rejet d'une autorité qui exigeait une obéissance inconditionnelle n'a-t-il rien à voir avec la représentation que les hommes se font de ce qui est juste et injuste, vrai et faux, ou encore de ce qui est conforme ou non à la condition humaine ? Aron lui-même, dans le passage que nous évoquons, juge « essentielle la participation potentielle de tous les citoyens à la vie publique », puis il note encore qu'« est essentielle dans le régime de partis multiples la légitimité de la discussion sur ce qu'il convient de faire et sur la meilleure constitution de la Cité ». Il va même plus loin, ajoutant « il me paraît conforme à l'essence de nos sociétés et conforme aussi à la *vocation humaine* (je souligne. C. L.) que tous les hommes qui le désirent puissent participer au débat ». C'est reconnaître que, par-delà les règles de la compétition et plus généralement l'ouvrage constitutionnel, la démocratie requiert une mutation qui a portée philosophique. Bien qu'il refuse de trancher entre les conceptions de la liberté, l'auteur se rallie tacitement à l'esprit des Droits de l'homme. Mais pourquoi, se demande-t-on alors, la question de la légitimité n'est-elle pas au centre de sa réflexion ?

Revenons sur cette mutation. La démocratie s'est instituée en récusant la notion d'un référent ultime. Voilà qui implique que le pouvoir a cessé d'incorporer la loi et le savoir dernier de l'ordre social. Voilà qui implique encore un écart irréductible entre l'idée de loi et les lois positives et entre l'idée de vérité et le développement effectif des connaissances. C'est du même coup un profond changement qui s'opère dans toute la vie sociale. L'exigence de légitimation s'impose dans le mouvement même de l'action et de la pensée. Les hommes sont voués à l'interprétation des événements, des conduites, des institutions sans pouvoir s'en remettre à l'autorité d'un grand juge. Que les gouvernants, les représentants, soient dans la nécessité de faire reconnaître leur compétence, leur aptitude à répondre aux attentes collectives et à régler les affaires publiques ne saurait faire oublier que cette nécessité s'impose toujours davantage quand viennent à vaciller les certitudes de la Raison et de la morale qui s'étaient substituées à celles de la foi. Ce sont toutes les figures de l'autorité qui sont atteintes dans la société civile. Celle-ci dont on a si souvent observé qu'elle acquiert une indépendance sous l'effet du démantèlement des anciennes hiérarchies où se trouvaient intriqués le politique, le religieux et l'économique — devient peu à peu le théâtre d'un houleverement des mœurs et d'une érosion des

repères derniers de la conduite. Une telle révolution doit être prise en compte quand on interroge la dissociation du politique et du non-politique qui caractérise essentiellement la démocratie. Ce terme de politique, nous l'employons à présent dans son acception courante pour désigner l'ensemble des activités qui ont pour fin le règlement des affaires publiques. En ce sens, la politique se heurte à une *limite*. Les gouvernants n'ont pas le droit de la transgresser puisqu'ils ne sont pas dépositaires de la loi et du savoir. Ils ne peuvent fixer les normes du fonctionnement de l'économie. Ils doivent respecter l'indépendance de la justice. Ils ne sauraient prescrire aux savants, aux historiens ou aux sociologues les conclusions jugées utiles à la société, ni soumettre l'information à la censure, ni empiéter sur la liberté des écrivains ou des artistes. S'agit-il là de règlements ? Mais lorsqu'ils sont violés c'est à l'éthique démocratique qu'il est porté atteinte. La dissociation de ce qui est politique et non politique ne relève pas d'un artifice destiné à assurer le fonctionnement d'une société privée de référent ultime. Elle exprime une nouvelle appréhension de la loi et de la liberté, de leur liaison qui se fait et se refait en chaque lieu du social et transforme le sens du droit pour l'individu comme pour la collectivité. Qu'une question se pose et qu'une réponse se cherche, ici et maintenant, dans un domaine d'action ou de pensée, et qu'elles se soustraient à un dénominateur commun formulable, voilà qui caractérise l'expérience démocratique. Faudrait-il en conséquence accepter l'image d'un monde éclaté ? On dénonce par exemple la formation d'un Etat neutre qui implique la destruction de la communauté ; on se plaint d'une éducation impuissante à former le citoyen ou de la décomposition d'un art qui ne sait plus s'inscrire dans l'espace commun. Mais il nous faut entendre que la limite à laquelle l'action, la pensée, sont confrontées ne peut se projeter dans le réel. Car la démocratie s'avère une société politique dans le moment même où se trouve circonscrite la politique ; la fragmentation dont nous parlions est le signe d'une constitution singulière. L'indivision du social se livre dans l'épreuve de l'altérité. En d'autres termes, le monde se donne comme tel depuis chaque lieu singulier. Bien qu'impossible à embrasser, il requiert le débat sur le légitime et l'illégitime et, en chacun, un effort incessant pour juger.

Raymond Aron, je le rappelais, distingue les imperfections de fait de la démocratie de l'imperfection essentielle du totalitarisme. Ainsi observe-t-il que la démocratie fait place à des oligarchies qui peuvent acquérir une puissance démesurée ; qu'elle se prête à la démagogie des

partis, dans l'obligation où ceux-ci se trouvent de quêter les faveurs de l'électorat ; qu'elle nuit à l'efficacité du Gouvernement et se voit menacée par l'anarchie ; que cette menace même, par un effet en retour, porte celle de la tyrannie. Justes remarques. Toutefois, elles n'intéressent que les aspects strictement politiques du régime et laissent ainsi ignorer le danger d'une déchirure qui provient de la destruction des anciens réseaux de dépendance ou ce qui revient au même de l'affirmation du principe absolu de la liberté. C'est plutôt dans le sillage de Tocqueville — quoique celui-ci ait largement négligé les transformations de l'économie et de la technique qui s'ébauchaient en son temps — que nous pouvons détecter cette déchirure ou ce qu'on pourrait encore appeler les points de retournement de la liberté en son contraire. Tocqueville, comme on sait, s'inquiétait moins des périls de l'oligarchie, de la démagogie et de l'anarchie que de la force acquise par l'opinion et de la naissance d'un despotisme d'un nouveau genre, sous le couvert de l'Etat tutélaire. L'idée clé qu'il ne fait qu'esquisser, me paraît être que la volonté partagée de n'obéir à *personne* induit à l'asservissement d'un pouvoir *impersonnel*, d'autant plus redoutable qu'il est invisible. Je me risquerai à dire que Tocqueville entrevoyait une nouvelle forme de « servitude volontaire ». Tandis que celle-ci semblait à La Boétie naître de l'attrait du nom d'Un, c'est de l'absence de nom qu'elle s'engendre pour Tocqueville. Nul ne s'élève dans la société démocratique au-dessus de tous pour capter tous les regards, pour figurer un corps dont chacun, s'ignorant comme individu, s'imagine être un membre ; mais une puissance anonyme, le « pouvoir social » engloutit les hommes qui se croient libres. Ce pouvoir social, que Tocqueville attribue finalement à l'Etat, n'est-il pas celui que, suivant un schéma similaire, Marx attribuera au Capital et qu'on investira plus tard dans la technique ? Dans les trois cas de figure, la domination n'est pas le produit d'une volonté, mais courbe sous elle toutes les volontés, celles de ses agents comme celle de ceux qui ne font que subir.

Sans doute ni l'Etat, ni le capitalisme, ni la science ou la technique ne sont des inventions de la démocratie. Mais on ne saurait se dissimuler que la démocratie les libère des entraves qui freinaient leur expansion. A ce point apparaît le défaut de ma rapide analyse. Le régime démocratique ne fait pas qu'instituer un champ symboliquement différencié, tel que toute pratique et tout mode de connaissance — et à travers eux toute expérience du monde — se trouvent confrontés à leur limite, il suscite l'image d'une réalité en soi. La négativité opérante dans le rejet d'un pouvoir jouissant d'une légitimité absolue va de pair avec l'affirmation d'un être tout positif sur

lequel les hommes n'ont pas de prise. Ainsi s'impose simultanément l'idée d'une nécessité étrangère à l'ordre de la loi. Mais autant importe-t-il d'observer comment la démocratie se prête à la représentation de la toute-puissance de l'Etat, du capitalisme, ou, comme on dit à présent, du marché, et de la technique, autant faut-il résister à la tentation de leur attribuer cette toute-puissance dans la réalité, reconnaître qu'elle est précisément tenue en échec par la dissociation du politique et du non-politique et par les divisions irréductibles de la société civile. Ce qui s'oppose à la pleine expansion de l'Etat, c'est à la fois qu'il est coupé de la source de l'autorité publique et que son administration, dans chacun de ses départements, est soumise aux demandes de multiples catégories dont les représentants sont obligés de tenir compte. Si les bureaucraties d'Etat ne peuvent se souder, c'est qu'elles sont elles-mêmes prises dans une société turbulente qui rend impossible la pétrification des lois positives et des règlements. Et, encore vaut-il la peine de le signaler, là où advient le règne de la bureaucratie, dans un système totalitaire, son efficacité se voit singulièrement réduite ; l'Etat comme tel se trouve démantelé sous l'effet de l'intrusion du Parti dans tous les domaines de la vie sociale. Ce qui s'oppose à la toute-puissance du capitalisme, c'est qu'il doit composer de plus en plus avec les revendications des salariés qui bénéficient de droits garantis par la Constitution et imprimés dans les mœurs — droit à l'association, droit à la grève, multiples droits sociaux — et qui ont acquis par le suffrage universel la possibilité de faire valoir leurs intérêts sur la scène politique. Ce qui s'y oppose, c'est aussi une résistance, plus difficile à définir, à présent fondée sur le refus de se laisser entièrement déterminer par la condition de travailleur, ou sur le désir de s'ouvrir de multiples espaces de vie — refus, désir, dont la désaffection à l'égard du militantisme syndical est une remarquable conséquence. Le capitalisme sauvage qui subsiste dans de grands pays d'Amérique latine, où la démocratie n'a jamais réussi à s'implanter profondément, suffirait à nous convaincre qu'il n'y a pas une dynamique en soi du mode de production, c'est-à-dire indépendante des institutions politiques, du mode d'expression des conflits sociaux et de l'état des mœurs. Enfin, ce qui s'oppose à la toute-puissance de la technique, c'est qu'elle ne peut être assujettie à des fins décidées par les gouvernants, non seulement qu'elle est disséminée dans les domaines les plus divers (car, de ce seul fait l'on tire aussitôt la conclusion qu'elle est omniprésente), mais, là est l'essentiel, qu'elle se trouve assimilée par une société éminemment hétérogène, qui fait droit à des modes d'existence, des modes de pensée, des croyances discordants et

qu'en conséquence elle n'est pas tout au service de ceux qui détiennent les moyens de production, les moyens d'administration ou les moyens d'information ; elle procure aux individus de nouvelles capacités d'initiative ; elle participe de l'aventure extraordinaire que constitue sur de multiples registres l'exploration des continents inconnus — ce que des « sages » réduisent sottement au projet de la domination de l'homme sur la nature. Rien ne renseigne mieux sur le fantasme d'un monde régi entièrement par la technique que l'argument de Heidegger, méprisant toute tentative de distinguer ses foyers, ses usages et ses effets et, pour répondre à ce qu'il appelle son « défi », donnant son adhésion au nazisme, soit à une formation totalitaire qui prétendait river chacun à sa fonction et détruire tout signe d'indépendance dans la société, réaliser en somme sous le couvert d'une révolution morale, cette stricte intégration des hommes et des choses qui était imputée à la philosophie artificialiste de l'Occident.

Est-il si difficile de tenir deux idées à la fois ? Reconnaître que l'histoire de la démocratie ne peut se défaire de celles de l'État, du capitalisme, de la technique, et qu'elle est régie par des principes qui lui sont propres. Quand nous disons que la démocratie est une forme de société, cela ne signifie pas que se livre en elle la signification de tout ce qui advient et façonne la vie d'un peuple. Si l'on examinait, par exemple, le phénomène de la nation on devrait aussi bien convenir qu'il est irréductible et pourtant intriqué avec le développement de la démocratie ; qu'il existe une tension entre l'identification à la nation et l'éthique démocratique, d'autant plus vive quand la nation se trouve de moins en moins capable de se refermer sur elle-même.

Sans doute la critique de la société de masse d'une part et du progrès de l'individualisme de l'autre relève-t-elle parfois d'un autre mode d'argumentation, quoiqu'elle puisse aisément se lier à celle des méfaits de l'économie de marché, de l'inflation des produits de la technique et du règne de la consommation. Tocqueville fournit en l'occasion la référence obligée. N'est-ce pas, dit-on, l'égalité des conditions qui engendre en chacun l'attrait de la similitude, qui ne laisse d'autre critère de jugement que les décrets de la majorité, qui ne cesse d'accentuer l'uniformité des opinions, des goûts, des comportements ? N'est-ce pas le même processus qui prive l'individu du sens de ses racines, de son insertion dans l'espace et la durée de l'institution — qu'il s'agisse de la famille ou de la Cité — et ne lui

permet plus même de distinguer son désir propre des besoins que tel ou tel milieu imprime en lui ? Il est hors de mon propos de revenir sur les analyses de Tocqueville. Du moins faut-il rappeler qu'il n'a jamais rabattu la démocratie au plan de l'égalité des conditions. Il s'est acharné à déchiffrer les effets opposés qu'elle suscitait. Il a récusé explicitement la thèse que la démocratie pourrait se maintenir en l'absence des libertés civiles et politiques, après l'avoir insinuée. Enfin, si l'on admet qu'il jugeait la « révolution démocratique » irrésistible, on devrait non moins convenir que les contradictions qu'elle faisait surgir exigeaient à ses yeux une invention incessante, un « art », disait-il, car elles tenaient à l'essence de la démocratie. Instruire le procès de la culture de masse ou de l'individualisme, sans comprendre que ces phénomènes sont eux-mêmes irrésistibles, sans tenter de discerner quelle est la contrepartie de leurs vices, décider par exemple que la diffusion de l'information, la découverte de pays étrangers, la curiosité pour des spectacles, pour des œuvres autrefois réservées au petit nombre, le considérable élargissement de l'espace public n'ont d'autres conséquences que de faire apparaître au grand jour la bêtise de l'homme moderne, c'est faire preuve d'une arrogance, qui n'est pas elle-même exempte de bêtise. N'est-il pas remarquable que le discours intellectuel incessamment répandu sur le nivellement de notre société soit lui-même occupé à tout niveler, à exclure tous les signes du doute qui hante la vie de l'individu, la relation de l'un avec l'autre, le fonctionnement de l'institution ? N'est-il pas remarquable que les lieux communs qui nous assaillent quotidiennement se doublent des lieux communs d'une aristocratie intellectuelle ?

Il n'y a rien à cacher des ambiguïtés de la démocratie. Salubre est la critique. Encore faut-il qu'elle ne s'abîme pas dans le procès dérisoire de la Raison ou de la Déraison, qu'elle sache dénoncer le relativisme sans abandonner le sens de la relativité que cherchait à détruire le système totalitaire.

RÉSUMÉ. — *Quels sont les risques qui incitent à penser que le totalitarisme est en cours de décomposition ? Pour prendre la mesure de cet événement, ne convient-il pas de réexaminer ce système et de déchiffrer ses contradictions ? Du même coup ne devons-nous pas nous interroger sur le réveil des aspirations démocratiques et tenter de repenser les vertus d'un régime qui sont négligées par les critiques de la modernité, qu'on la rattache soit au capitalisme, soit à l'essor de la technique, soit à la puissance acquise par l'Etat ? L'argument développé se situe dans le cadre de la philosophie politique.*